

Le RESO et les CDEC dans le contrat de ville Une reconnaissance assurée pour 5 ans

Rendu public le 30 janvier dernier par le ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, André Boisclair, et le maire de Montréal, Gérald Tremblay, le contrat de ville assure une reconnaissance pour le RESO et les autres Corporations de développement économique communautaire (CDEC) de l'ancienne ville de Montréal.

Dans cette entente liant le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal dans différents domaines — développement économique, développement social, infrastructures, habitation, culture, etc. — la Ville s'engage à maintenir son financement aux CDEC pour cinq ans. Soulignons que, pour le développement économique local, le contrat de ville fait référence au consensus du Sommet de Montréal à l'effet de mettre à profit les pratiques existantes, notamment celles en développement économique communautaire.

Cette reconnaissance s'ajoute aux modifications à la Loi sur le ministère des Régions, adoptées par l'Assemblée nationale en décembre dernier, pour agréer les CDEC montréalaises à titre de centre local de développement (CLD). Le gouvernement du Québec y a réaffirmé son engagement de conclure une entente de cinq ans, notamment en les soutenant financièrement et en les dotant de fonds d'aide aux entreprises. Les négociations des termes de cette entente ont commencé récemment. Rappelons que le mandat de CLD, mis en place en 1998, consiste à soutenir l'entrepreneuriat privé et collectif et qu'il est un outil majeur pour la réalisation de la mission des CDEC.

Comme les autres CDEC, le RESO devra aménager une place aux élus municipaux ou à des représentants de l'arrondissement au sein de son conseil d'administration. Il renforcera son travail de collaboration avec l'arrondissement du Sud-Ouest et son service de développement économique pour le développement des entreprises et de l'entrepreneuriat.

L'introduction de cette reconnaissance dans le contrat de ville met fin à l'incertitude vécue par le RESO et les CDEC au cours de leur travail, basé sur la concertation et l'innovation, auprès des entreprises existantes et en démarrage.

En novembre dernier, les CDEC et le RESO ont reçu l'appui de quelque 450 organismes et entreprises ainsi que de divers acteurs du développement économique et social de Montréal. Près de 500 personnes ont aussi participé le 18 novembre dernier à un événement organisé par les CDEC de Montréal pour célébrer les 15 années qu'elles ont consacrées au développement économique communautaire de leurs territoires. À cette occasion, le ministre André Boisclair, la représentante du gouvernement du Canada, la députée de Verdun, Saint-Henri, Saint-Paul et Pointe Saint-Charles, Liza Frulla, le président de la FTQ et du Fonds de solidarité, Henri Massé, le président-directeur général d'Investissement Québec, Maurice Prud'homme et la vice-présidente du Comité exécutif de la Ville de Montréal, Francine Sénécal, ont unanimement réaffirmé leur attachement à la dynamique de partenariat et de concertation mise en place par les CDEC. ♦



Le 18 novembre dernier, André Boisclair, ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau, a réaffirmé son attachement au travail des CDEC. En décembre, il faisait amender la loi pour les agréer directement à titre de Centre local de développement (CLD), tout en respectant leur mission plus générale de développement économique communautaire.



Pierre Sylvestre, président du RESO, Henri Massé, président de la FTQ et du Fonds de solidarité, Jacqueline Montpetit, présidente du conseil d'arrondissement Sud-Ouest, Liza Frulla, députée de Verdun, Saint-Henri, Saint-Paul et Pointe Saint-Charles, Francine Sénécal, vice-présidente du Comité exécutif de la Ville de Montréal, Lauraine Vaillancourt, présidente de la CDEC Ahuntsic-Cartierville, Maurice Prud'homme, président-directeur général d'Investissement Québec et Rita Dionne-Marsolais, ministre déléguée à l'Énergie étaient présents le 18 novembre.

SOMMAIRE

Plan de développement économique	2
Société de développement du canal	3
Aménagement du territoire	3
Tremplin Formation-Productivité	4

Pour un Sud-Ouest où il fait bon vivre et travailler

Le Plan de développement économique du Sud-Ouest 2003-2006 a été adopté le 30 octobre dernier par le conseil d'administration du RESO et le Comité des partenaires locaux du Sud-Ouest. Ce nouveau plan prend le relais de celui qui couvrait la période 1998-2001 et dont les orientations, qui ont guidé le travail du RESO et de ses partenaires, ont été en grande partie réalisées.

Après avoir stabilisé son économie et les emplois dans les années 1990, le Sud-Ouest connaît depuis quelques années une accélération de son développement et un véritable renouveau: réouverture du canal de Lachine, expansion et implantation d'entreprises, croissance de l'emploi, débordement du centre-ville et de la nouvelle économie vers le Sud-Ouest, projets d'économie sociale, projets immobiliers, revitalisation commerciale, etc. Ce renouveau pose plusieurs défis, au premier rang desquels figure celui d'un développement durable, harmonieux et intégré.

Au printemps et à l'automne 2002, le RESO a réuni les acteurs socioéconomiques du Sud-Ouest pour partager une analyse de

la situation économique actuelle, identifier les potentiels réalisables et définir un plan d'action pour les prochaines années. Ces discussions ont eu lieu au cours d'une quinzaine de rencontres auxquelles ont participé quelque 400 personnes, responsables d'entreprises, d'organismes communautaires, de syndicats, d'institutions du Sud-Ouest ainsi que des résidents. Le plan de développement a également fait l'objet d'un échange avec les élus du Sud-Ouest.

Parmi les principaux projets qu'il contient, soulignons: la création d'une Société de promotion du canal de Lachine, une stratégie de réseautage des entreprises dans cinq îlots et dans divers complexes industriels (Praimont Cabot, Saint-Ambroise, Place Turcot, Wellington / Bridge, Griffintown, Nordelec, Dompark), des activités de formation de la main-d'oeuvre en entreprise, dont la mise sur pied de la mutuelle FormaPlus, l'obtention de statuts fiscaux avantageux pour les entreprises de la nouvelle économie dans le Sud-Ouest, la vocation du nouveau parc d'affaires Turcot et du site de la Société canadienne des postes, la consolidation et la création de projets d'économie sociale en

récréotourisme (croisière patrimoniale sur le canal de Lachine, Club de plein air urbain, Auberge internationale du canal de Lachine, développement de gîtes touristiques), le développement d'un pôle culturel autour du Centre Georges-Vanier, du Corona, de la rue Notre-Dame, etc.

Ce plan guidera les actions du RESO jusqu'en 2006. Sa réalisation interpelle aussi de nombreux partenaires, tant publics que privés, communautaires qu'institutionnels et il fait appel à des projets multiples et à leurs promoteurs. Enfin, il mise sur la mobilisation de toute la communauté du Sud-Ouest et sur la volonté de multiples partenaires décidés de continuer à joindre leurs efforts pour bâtir un Sud-Ouest où il fait bon vivre et travailler.

Il ne peut y avoir de développement intégré et durable sans la mise en valeur des ressources humaines dans les entreprises et la préparation, la formation et l'intégration en emploi des personnes qui souhaitent accéder au marché du travail. Le plan de développement économique sera donc complété par une mise à jour concertée des orientations qui touchent le développement de la main-d'oeuvre en emploi et sans emploi du Sud-Ouest. ♦

Premier site de visites virtuelles d'entreprises au Québec

Essayez VIV, un projet du CJE

VIV, le premier site de visites virtuelles d'entreprises et de milieux de travail au Québec, est né dans le Sud-Ouest de Montréal. Le Carrefour jeunesse emploi (CJE) du Sud-Ouest de Montréal et ses partenaires ont lancé l'automne dernier un site Internet à accès réservé qui permet aux jeunes chercheurs d'emploi et aux étudiants d'améliorer leur connaissance du monde du travail et de mieux s'y préparer.

VIV présente plus de 90 métiers et professions existant dans 15 entreprises du Sud-Ouest de Montréal dont OI Canada, Tristan & America, Formétal, etc. Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) participe aussi au projet en présentant 16 emplois du milieu hospitalier.

Projet financé par Emploi-Québec, VIV est accessible au CJE du Sud-Ouest de Montréal, au RESO, au Centre Saint-Paul, aux Centres locaux d'emploi de Pointe Saint-Charles et de Ville-Émard, dans les écoles secondaires Saint-Henri et Honoré-Mercier et dans les seize entreprises participantes. Pour plus d'informations: Benoît Trépanier au 934-2242 ou benoit@cjeso-mtl.org. ♦

Jeunes promoteurs: 17 entrepreneurs appuyés



Dix-sept entrepreneurs (pour 11 projets d'entreprise) ont reçu une subvention du programme Jeunes Promoteurs le 12 décembre dernier, un appui financier qui contribuera au développement de leur entreprise. Le RESO, en collaboration avec le Service d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE) Montréal-métro, est responsable de l'application de ce programme dans le Sud-Ouest. On reconnaît sur la photo les entrepreneurs Samuel Beaudoin et Daniel Girard (SOE technologies), Mélissa Véronneau (Atelier Kronos), Luc Marion (Illusion végétale), Éliane Guindon (EG Griffie), Sylvain Hotte et Patrick Lauzière (Deltanor), Alexandre St-Martin et Martin Bouchard (Imago), Véronique Olivier (Wave Road inc.) Laurent Deslauriers (Groupe DBA), Louis Poulin (Advent Solutions), David Larose et François Leroux (Bureau de conférenciers Orizon inc.), Benoît Martel et Mirko Piché (Studio Fog inc.) entourés de Sarah Boutaleb du SAJE Montréal-métro (à l'extrême gauche) et de Nesrine Kamel, conseillère senior en gestion, et Richard Roussel, directeur du Service aux entreprises du RESO (à l'extrême droite). N'est pas présent sur la photo, Martin Brousseau (Groupe DBA). ♦

MAXIMISER LES RETOMBÉES dans le grand sud-ouest

La Société de promotion du canal de Lachine est en train d'être constituée pour que les milieux concernés par la mise en valeur du canal parlent d'une seule voix. Cette Société sera un instrument de discussion, d'échange, de représentation et d'influence auprès des décideurs publics et permettra de faire valoir les intérêts de la communauté du sud-ouest de l'île et de Montréal en ce qui a trait aux enjeux d'aménagement et de développement du canal de Lachine et de ses abords.

Cette nouvelle organisation prendra le relais de la Table de concertation du canal de Lachine. Elle aura pour mission de promouvoir et de favoriser le développement harmonieux du potentiel économique, récréotouristique, culturel et social du canal de Lachine et de ses abords dans un esprit de concertation et de partenariat. Elle contribuera à la conception, à la planification et à

la coordination des interventions publiques et privées et elle favorisera l'intégration sociale et économique de la mise en valeur du canal afin de maximiser les bénéfices pour les communautés limitrophes.

La Société de promotion regroupe des acteurs de différents milieux sociaux, économiques, institutionnels et publics des arrondissements de Lachine, LaSalle, Verdun, Sud-Ouest et Ville-Marie ainsi que de Montréal. Son conseil d'administration, constitué de 11 personnes, sera représentatif de ces différents milieux. Six représentants des pouvoirs publics — gouvernements du Canada et du Québec, Ville de Montréal, arrondissements de Lachine, LaSalle et Sud-Ouest — participeront, sans droit de vote, aux réunions du conseil. En cette première année, la Société sera coprésidée par Gilles Chatel, membre du conseil d'administration du RESO, et Pierre-Luc Brodeur, président du Pôle des Rapides.

La Société créera le Forum des partenaires qui regroupera, deux fois par année, des partenaires communautaires, associatifs, privés, institutionnels et publics concernés par la mise en valeur du canal de Lachine. Chaque année, la population pourra participer au Forum des citoyens pour être informée sur l'avancement des aménagements et des projets de développement et pour exprimer ses aspirations et ses préoccupations. La Société créera également des comités pour la réalisation de projets, tels qu'un Comité de la programmation de la communauté ou un Comité sur la mise en valeur du patrimoine. Enfin, une collaboration est déjà amorcée entre la Société de promotion du canal de Lachine et la Société du Havre, dont le mandat inclut une partie du canal (Vieux-Port et Bassin Peel). ♦

Cour Turcot, site du tri postal, révision du plan d'urbanisme Pour un développement harmonieux du Sud-Ouest

L'aménagement du territoire est un élément important pour un développement harmonieux qui s'intègre bien à la communauté. C'est d'autant plus vrai dans un secteur en plein renouveau comme le Sud-Ouest, où les enjeux sont importants. La Ville de Montréal entamera un processus de consultation publique sur la mise à jour du plan d'urbanisme qui devrait être complétée en 2004. Le RESO se prépare à participer activement à ces consultations qui, dans le Sud-Ouest, seront menées par le conseil d'arrondissement.

La cour Turcot est l'un de ces enjeux importants pour le Sud-Ouest. Après une consultation publique, la Ville de Montréal a recommandé en décembre dernier que l'affectation «industrie et commerce» soit attribuée au secteur ouest de la cour Turcot.

Participant à cette consultation publique, le RESO a dit souhaiter que l'affectation «industrie et commerce» soit étendue à l'ensemble de la cour Turcot, afin de favoriser la création d'emplois durables et de qualité pour la population. Selon le plan de développement économique du Sud-

Ouest 2003-2006, cet immense espace en bordure de l'autoroute 20, éloigné des zones résidentielles et bien desservi par le réseau autoroutier, convient à l'implantation d'un parc d'entreprises. De plus, la réaffectation de la cour Turcot pourrait répondre aux besoins d'entreprises du Sud-Ouest qui ont des projets d'expansion. Le RESO estime également qu'il est important d'améliorer la desserte de ce secteur par le transport en commun afin d'assurer à la population du Sud-Ouest le meilleur accès possible aux emplois qui y seront créés.

La Société canadienne des postes met en vente le site du tri postal, un terrain d'un million de pieds carrés dont environ 400000 pieds carrés sont occupés par un bâtiment. Situé dans la Petite-Bourgogne, aux abords du canal de Lachine, au coeur du pôle Saint-Gabriel, voisin du bassin Peel, à proximité du centre-ville et du marché Atwater, il s'agit d'un site stratégique, pouvant s'intégrer à la vocation récréotouristique du canal.

Le RESO propose pour le site du tri postal un plan d'ensemble comprenant une mixité de fonctions et faisant appel à un partenariat



Le site du tri postal pourrait accueillir plusieurs activités, dont une Auberge internationale du canal de Lachine.

des secteurs public, privé et de la communauté. Ce site pourrait accueillir l'Auberge internationale du canal de Lachine, un centre d'interprétation, des bureaux, du logement social et abordable et du logement privé. Un pôle d'ambiance nautique pourrait être aménagé dans les bassins. La Coalition de la Petite-Bourgogne / Quartier en santé propose aussi une approche de mixité de fonctions pour ce site, en priorisant les besoins en habitation pour les familles à faible et modeste revenus. ♦



Sur la photo, des représentants des entreprises participant au projet en compagnie de Richard Roussel, directeur du Service aux entreprises du RESO, Paul-Arthur Huot, président-directeur général des Manufacturiers et exportateurs du Québec, Nancy Neamtan, vice-présidente au développement stratégique au conseil d'administration du RESO, Florence Sallenave, directrice du Service aux entreprises de Transaction pour l'emploi - CDEC LaSalle-Lachine et Nicola D'Alo, responsable du Tremplin Formation-Productivité pour Emploi-Québec.

Tremplin Formation-Productivité une première montréalaise dans le sud-ouest

Le premier Tremplin Formation-Productivité de la région de Montréal se déroulera dans le sud-ouest de l'île de Montréal. Fruit du partenariat des Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ), initiateur de ce programme, avec le RESO et Transaction pour l'emploi — CDEC LaSalle-Lachine, ce Tremplin réunira 12 entreprises manufacturières des arrondissements du Sud-Ouest, de Lachine et de LaSalle.

L'objectif de ces Tremplins est d'améliorer la productivité des petites entreprises manufacturières par le renforcement des compétences des employés et la réalisation de certaines activités de production à valeur ajoutée. Ce programme est financé par Emploi-Québec, la Commission des partenaires du marché du travail et les entreprises.

«Ce programme est excellent et des plus pertinents pour les petites entreprises manufacturières qui sont en pleine expansion. Il leur donnera un précieux coup de pouce en améliorant leur productivité tout en structurant leurs actions en formation et cela à un coût minime», a souligné Richard Roussel, directeur du Service aux entreprises du RESO à l'occasion du lancement du premier Tremplin montréalais qui a eu lieu le 14 février dernier.

«C'est un programme taillé sur mesure pour la PME manufacturière. Il est peu coûteux pour l'entreprise, soit 1500\$. En retour, elle reçoit un appui prolongé de spécialistes en génie industriel et en ressources humaines et la formation d'un de leurs employés à la mesure de la valeur ajoutée. Elles auront aussi accès à un site Web spécialisé très pratique», a ajouté Paul-Arthur Huot, président-directeur général des Manufacturiers et exportateurs du Québec.

Dans l'arrondissement Sud-Ouest, les entreprises suivantes participent à ce projet: Citernes Bédard, Kayak Voodoo, Multi-tact, Mille et un métiers, Formétal, Cuisine Atout, Centre du comptoir coupe d'or, Objets décoratifs Michelle Beaudoin. Dans LaSalle et Lachine, Consortium l'éco-logique, Corporation Tribospec, Fonderie générale du Canada, Système de rechapage RTS participent à ce tremplin. ♦

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU RESO

- Pierre Sylvestre
président
- Gilles Paquette
représentant des syndicats FTQ
- Jacques Létourneau
représentant des syndicats CSN
- André Raymond
représentant des institutions financières
- Georges Badeaux
représentant des grandes entreprises
- Gilles Chatel
représentant des PME
- Jean-Marie Pomerleau, CA
représentant des commerces et des petites entreprises de service
- Anne Massicotte
représentante des institutions
- Annie Desrosiers
représentante des organismes de Saint-Henri
- Paul Vanasse
représentant des organismes de Ville-Emard / Côte Saint-Paul
- Louise Gauthier
représentante des organismes de Pointe Saint-Charles
- Michel R. Magnan
représentant des organismes de la Petite-Bourgogne
- Éric Legault
représentant des participants
- Réjean Piché
représentant élu des employés
- Jean Cusson
membre associé
- Nancy Neamtan
vice-présidente au développement stratégique
- Pierre Richard
directeur général

PRODUCTION DU RESO INFO

- Direction
Pierre Richard
- Rédaction
Lucie Dufour
Benoît Trépanier (VIV)
- Collaboration
Benoît Trépanier
Conception graphique
Lise Lemieux
Impression
Imprimerie Atwater

RESO

1751, rue Richardson, bureau 6509
Montréal (Québec) H3K 1G6
Tél.: (514) 931-5737
Fax: (514) 931-4317
Courrier électronique: reso@resomtl.com
Site internet: www.resomtl.com

AVAILABLE ON REQUEST

English summary of RESO Info

All those who would like to have an English summary of the principle articles of this bulletin have only to call RESO at 931-5737.

En bref

Concours québécois en entrepreneurship Posez votre candidature avant le 31 mars

Le Concours québécois en entrepreneurship a été lancé le 7 février dernier au palier local (sud-ouest de l'île de Montréal). Cette année, la présidente d'honneur est Madame Mariouche Gagné, présidente de Harricana, une entreprise de l'arrondissement Sud-Ouest. Le RESO reçoit encore cette année les candidatures des quartiers Pointe Saint-Charles, Saint-Henri, Côte Saint-Paul, Ville-Émard, Petite-Bourgogne et Griffintown. Le concours s'adresse aux entrepreneurs de plus de 18 ans qui ont le projet de démarrer leur entreprise dans l'année en cours. Les

projets doivent s'inscrire dans l'une des catégories suivantes: innovations technologique et technique, exploitation / transformation, production, commerce, services, économie sociale, agroalimentaire. La date limite pour déposer sa candidature et son plan d'affaires est le 31 mars 2003. Renseignements: Jaline Cyr au 931-5737.

Recherche d'emploi par Internet: cherchez-vous à la bonne adresse?

Le RESO offre un nouvel atelier sur la recherche d'emploi par Internet, animé par des conseillères en emploi. On y aborde principalement deux sujets: les répertoires d'entreprises sur Internet, un filon à découvrir et les sites d'offres d'emploi, en prendre et en laisser. Cet atelier est réservé aux personnes qui savent naviguer sur Internet et aux résidents de l'arrondissement du Sud-Ouest. Les prochains auront lieu les 12 mars, 9 avril et 7 mai, à 13h.

Renseignements et inscription:
France Hamel au 931-5737.

Initiation à l'informatique et Internet

Le RESO est l'un des huit points d'accès communautaires à l'Internet, coordonnés dans le Sud-Ouest par le Carrefour d'éducation populaire de Pointe Saint-Charles. À l'intérieur d'une séance de 3 heures, dans une ambiance décontractée, les participants apprennent à démystifier l'informatique, à naviguer sur le Web, à utiliser le courrier électronique ainsi que les fonctions de base d'un logiciel de traitement de texte (Word) ou d'un chiffrier électronique (Excel). C'est un projet de Communauté, appuyé financièrement par le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et Industrie Canada — Programme d'accès communautaire. Inscription: 931-5737. ♦

Les partenaires publics qui soutiennent la réalisation de la mission du RESO sont:



Développement
économique Canada

Canada Economic
Development

Ville de Montréal

Emploi

Québec

Affaires municipales
et Métropoles

Québec